

Éléments d'une stratégie pour définir nos tâches dans la nouvelle période

mardi 5 décembre 2006, par [TREPÈRE Galia](#) (Date de rédaction antérieure : 4 octobre 2006).

Dans son numéro 181 de novembre 2006, la revue Critique communiste a publié un deuxième dossier sur les questions stratégiques, qui prolonge les débats du n° 179 dont les textes ont déjà été mis en ligne sur le site d'ESSF. Le texte qui suit fait partie de ce dossier et reflète une discussion au sein de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

Sommaire

- [Prendre en compte le changement](#)
- [L'actualité de la révolution](#)
- [Un plan d'urgence sociale \(...\)](#)

C'est un signe des temps que le renouveau du débat sur la stratégie auquel contribue Critique Communiste en lui consacrant un dossier. La nouvelle période, son existence, s'impose à nous tous comme un fait objectif, elle exige que nous repensions nos tâches et nos perspectives militantes en les mettant en relation avec la perspective plus générale qui est la nôtre, celle de la transformation révolutionnaire de la société.

La large bataille dans laquelle nous nous sommes engagés à l'occasion des élections de 2007 souligne l'importance de cette discussion. L'enjeu en est de capitaliser les acquis politiques des luttes depuis 1995 comme ceux de l'extrême gauche parallèlement à l'effondrement du stalinisme. Et cela suppose que nous inscrivions cette bataille dans une perspective d'ensemble, la construction d'un nouveau parti, le parti de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

C'est pourquoi ce débat est essentiel. Il doit être résolument tourné vers l'avenir.

L'enjeu n'est pas de discuter des forces et faiblesses de l'extrême gauche dans les années 1970. Certes, un retour critique sur le passé est nécessaire mais en évitant les deux écueils que sont la justification à tout prix ou son revers, le rejet sans discernement. Il nous faut pour cela prendre la mesure de la nouvelle période qui ouvre des possibilités radicalement différentes de celles des années 70.

Mai 68 avait secoué le joug que le stalinisme imposait au mouvement ouvrier et ouvert de grandes possibilités aux révolutionnaires à condition qu'ils sachent se tourner résolument vers la jeunesse ouvrière au prix d'un patient et tenace travail d'implantation au sein de la classe ouvrière.

Il n'y avait pas d'autre voie pour faire vivre l'héritage programmatique considérable du mouvement trotskyste. Hors de cette capacité à se lier au monde du travail, ce capital perdait, pour une large part, son réel contenu de contestation du réformisme social-démocrate et stalinien ou se réduisait à des formules sans rapport avec la situation réelle. La plupart des organisations se revendiquant du trotskysme, mise à part principalement Lutte ouvrière, ont nourri l'illusion que le programme et les mots d'ordre suffiraient pour combler le fossé entre les révolutionnaires et la classe ouvrière. Ils ont

ainsi trop souvent plaqué les analyses héritées d'une période où l'affrontement entre la classe ouvrière et la bourgeoisie à l'échelle mondiale avait atteint son point le plus aigu, sans prendre en compte les réels rapports de force. Ils ont cru à la vertu du verbe.

Et, *in fine*, ces formules ont pris un contenu sans rapport avec leur signification originelle. La façon dont le concept d'Etat ouvrier dégénéré a été mis à toute et n'importe quelle sauce illustre ce mécanisme jusqu'à la caricature.

De là, les mythes gauchistes, la croyance en la toute puissance du programme, la tentation de prédire, de plaquer des « modèles », de prêter un caractère révolutionnaire et socialiste à des forces politiques qui ne l'étaient pas, les conceptions élitistes et caporalistes de l'organisation et du parti, l'illusion de jouer un rôle déterminant, au nom duquel on condamne et excommunie les plus proches...

Il n'empêche, et ce quelles que soient les faiblesses et les limites dont chacune de ses organisations a pu être affligée du fait de cette situation d'isolement et de la pression du stalinisme, le mouvement trotskiste a eu l'immense mérite, par delà ses divisions, d'avoir réussi à maintenir et à faire parvenir jusqu'à nous et aux jeunes générations un héritage théorique extrêmement précieux, résultat des luttes et des expériences des 2^e et 3^e internationales au moment de leur essor, de la vague révolutionnaire qui a suivi la Première guerre mondiale, des premières années de l'URSS et de l'opposition révolutionnaire au stalinisme.

Il s'agit aujourd'hui de tout reprendre, l'esprit libéré des mythes par un retour critique sur ces errements théoriques et politiques. Ainsi serons nous en mesure de fonder une stratégie pour le mouvement ouvrier réel en fonction des rapports de forces réels.

L'époque où le mythe de la révolution russe et de l'Internationale communiste façonnée par l'imposture stalinienne dominait les esprits est close et il nous faut tout repenser en nous dégageant de ce mythe tellement perverti qu'il a pu conduire bien des trotskystes à voir dans Mao un dirigeant marxiste !

Il nous faut donc partir de l'analyse du caractère historique de la période actuelle pour définir le contenu de notre tâche : refonder un mouvement ouvrier révolutionnaire après la fin de la période ouverte par 1917 et l'effondrement du pouvoir de la bureaucratie né de la contre-révolution stalinienne.

Cela nous impose aujourd'hui, de discuter stratégie, non pas au sens restrictif du terme, la méthode pour conquérir le pouvoir politique, mais de façon plus générale, programmatique, pour discuter de la validité de la perspective révolutionnaire incluant la question du parti et du pouvoir.

Prendre en compte le changement de période et les possibilités de renouveau du mouvement ouvrier

Le rétablissement, par les dirigeants de la bureaucratie soviétique elle-même, du capitalisme en URSS, dans la dernière décennie du 20^e siècle, a marqué la fin d'un cycle de l'histoire du mouvement ouvrier qui avait été ouvert par la première guerre mondiale et la vague révolutionnaire qui l'avait suivie, en particulier la révolution russe de 1917. L'effondrement de l'URSS a permis à l'impérialisme d'imposer un rapport de forces plus défavorable aux travailleurs et aux peuples qu'il ne l'était dans la période précédente, non pas à cause de ce qu'on appelle parfois la « force propulsive » de la révolution russe, étouffée dès le début des années 20, mais parce que le cadre dans lequel s'inscrivent les rapports entre Etats s'était maintenu tel qu'il avait été bouleversé par la

révolution russe, malgré le recul révolutionnaire et la bureaucratie.

La politique de l'URSS dans le même temps où elle liquidait les directions révolutionnaires capables de donner à la révolution coloniale une perspective internationaliste aidait, par sa seule existence, ces révolutions comme elle aidait les classes ouvrières des pays riches à imposer certaines limites à la rapacité de l'impérialisme. Sa disparition, qui a permis une refonte des rapports internationaux, a facilité l'offensive de la mondialisation libérale, l'offensive menée par l'impérialisme pour reprendre les concessions qu'il avait été contraint de faire aux classes ouvrières et aux peuples.

Ces 20 ans d'offensive ont permis à l'impérialisme de parachever l'intégration à son ordre des forces politiques, partis sociaux-démocrates et partis communistes, issues du développement du mouvement ouvrier de la fin du XIX^e siècle et de sa première offensive à l'échelle internationale après la Première guerre mondiale. La transformation des partis sociaux-démocrates en partis sociaux-libéraux, l'effondrement des partis stalinien, ont mis fin à l'emprise que le réformisme avait sur la classe ouvrière par le biais de partis issus de ses combats et organisant de larges fractions d'entre elles. Cela ne signifie pas que ces partis ont perdu toute caractéristique les rattachant à leurs origines ou toute influence dans la classe ouvrière, mais ils ne sont plus en mesure, aujourd'hui, d'y faire illusion comme dans le passé, et du même coup, de jouer le rôle de défenseurs de l'ordre établi avec autant d'efficacité qu'ils l'avaient fait auparavant pendant plusieurs décennies, contribuant eux-mêmes à la dégradation du rapport de forces en faveur des classes possédantes.

De là, une situation contradictoire, caractérisée à la fois par un rapport de force extrêmement défavorable aux travailleurs et aux opprimés en général, du fait de la décomposition de leurs organisations traditionnelles, et par des possibilités nouvelles pour ces mêmes raisons. Tandis que l'aristocratie financière impose au monde du travail recul sur recul -au point que certains de nos camarades en viennent à théoriser un « moindre » mal social-libéral avec l'illusion qu'une telle capitulation pourrait nous protéger en quoi que ce soit de la « droite ultra-libérale », un renouveau des mobilisations sociales et de la contestation politique a commencé à se manifester depuis une dizaine d'années et s'est exprimé tant dans les luttes et dans la rue que dans les scores électoraux de l'extrême gauche en France, de forces politiques de la gauche radicale dans d'autres pays.

C'est en fonction des caractéristiques de cette nouvelle période qu'il nous faut repenser les acquis théoriques issus des combats et des expériences du mouvement ouvrier et révolutionnaire, et en dégager une philosophie de l'action révolutionnaire pour faire face à nos propres tâches pratiques.

L'actualité de la révolution dans la nouvelle phase de développement de l'impérialisme

La première question à se poser de ce point de vue est celle l'actualité, de la validité de la révolution, conçue non comme un projet de parti ou comme « *l'instant décisif* » selon les mots de Cédric Durand qui renvoient à la conquête du pouvoir politique, mais au sens de révolution sociale, du remplacement d'un régime économique par un autre, de la transformation en profondeur des rapports sociaux, des rapports de propriété. La révolution au sens où Marx la définissait dans la Préface à la critique de l'économie politique (1859), un processus objectif inscrit dans les contradictions internes de la société : « *À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale.* »

Cela nous renvoie au débat « réforme ou révolution », entre Bernstein et Rosa Luxembourg, au début du siècle dernier, alors que la validité de la perspective révolutionnaire était contestée par le courant réformiste naissant au nom des transformations du capitalisme dont s'affirmait une nouvelle phase de développement, l'impérialisme. De la même façon, pouvons-nous dire que la période dans laquelle nous sommes entrés au tournant du 21^e siècle, l'ère du libéralisme impérialiste, ouvre une nouvelle époque de révolutions sociales ?

La réponse est oui, la nouvelle phase de développement capitaliste, loin de lui permettre résoudre ses contradictions, pousse celles-ci au contraire à un degré inégalé. La contradiction devient insupportable entre le caractère social de la production et de la distribution, le caractère collectif de plus en plus affirmé de toute l'activité humaine, et l'accaparement des richesses par une minorité, l'appropriation privée qui en est faite.

Face au caractère destructeur du système capitaliste à l'époque de l'impérialisme sénile, au travers même d'une nouvelle phase de croissance des capacités de production, s'affirme la nécessité de l'appropriation sociale de l'économie, du socialisme. L'instrument en est le prolétariat, qui a connu un renforcement considérable à l'échelle mondiale, sous l'impulsion de l'industrialisation opérée pour les besoins de l'aristocratie financière. Renforcement numérique, mais aussi homogénéisation à travers un nouveau et formidable brassage des peuples qui résulte des mouvements migratoires. Nous sommes loin aujourd'hui des conditions dans lesquelles s'était opérée la première vague consécutive des révolutions ouvrières dans les années 20, où la société était caractérisée par un poids encore considérable de la paysannerie et donc de la petite propriété individuelle. Incontestablement, la société est mûre aujourd'hui pour le socialisme.

Propriété privée capitaliste contre « collectivisme », organisation socialiste, cette contradiction se manifeste à travers le conflit entre les classes, prolétariat et bourgeoisie, dans l'antagonisme de leurs intérêts respectifs, qui s'exprime à travers crises sociales et politiques, crises révolutionnaires. L'affrontement ouvert entre les classes est inévitable, c'est dans ce cadre que se pose la question de l'Etat et de la conquête du pouvoir politique, mais ce n'est qu'un moment, certes décisif, dont l'issue, avant de dépendre de la justesse de la politique des révolutionnaires, est déterminée par l'accumulation de forces au sein de la classe ouvrière, de sa compréhension des rapports entre les classes, de sa conscience politique.

La question du parti ne se pense pas autrement que comme un instrument conscient de ce processus qui existe en dehors de lui et dans lequel il inscrit son action. Une des tâches du parti consiste à rendre celui-ci compréhensible aux classes exploitées elles-mêmes de façon à ce qu'elles inscrivent leurs combats dans ce processus et les possibilités de transformation de la société qu'il renferme, consiste, autrement dit, à œuvrer dans le sens de « l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes ».

Un plan d'urgence sociale et démocratique, actualisation de la démarche transitoire

Vingt ans d'offensive de la mondialisation capitaliste ont ouvert un nouveau cycle de crises aiguës, de guerres et de révolutions dont le krach de 2001 ou les guerres d'Afghanistan, d'Irak, du Liban sont les prémices. Un nouveau cycle dans le sens où le cadre en a été profondément transformé, avec une refonte des rapports internationaux, des rapports entre les classes à l'échelle mondiale, sur chaque continent et dans chaque pays. Nouveau cycle également, parce que nécessitant le renouvellement de son matériel, de ses instruments, des organisations du mouvement ouvrier, celles issues de la précédente période de son développement étant irrémédiablement faillies.

A quel moment de cette période, du point de vue de la révolution conçue comme situation

révolutionnaire ouvrant un affrontement entre les classes, en sommes-nous ? Il est impossible de le dire précisément, cela dépend de plusieurs facteurs tels que la conjoncture économique et, surtout, l'existence de partis révolutionnaires. Nous en sommes incontestablement à une phase préparatoire, sans que nous sachions pour autant quel délai de préparation nous est laissé.

Nous sommes confrontés en même temps qu'à des tâches de reconstruction du mouvement ouvrier à la nécessité de répondre aux besoins de la population d'opposer sa résistance à l'offensive qu'elle subit de la part du patronat et du gouvernement. Il y a un décalage important entre la conscience politique de la majorité de la classe ouvrière, et surtout son degré d'organisation, et le niveau de la lutte à mener pour ne serait-ce que stopper l'offensive des classes dirigeantes. C'est un des problèmes politiques essentiels auxquels sont confrontés les révolutionnaires comme d'ailleurs le grand nombre de militants syndicaux, associatifs, politiques -essentiellement ceux du PCF- qui sont conscients qu'une lutte générale est nécessaire pour faire reculer le patronat et le gouvernement.

C'est une démarche transitoire, celle qui sous-tend notre plan d'urgence social et démocratique qui est à même de résoudre cette difficile équation. Si nous sommes, dans la situation, comme le disait Samy Joshua lors d'un débat à l'Université d'été, de « *révolutionnaires sans révolution* », il n'en reste pas moins qu'une perspective révolutionnaire est indispensable pour armer la résistance des travailleurs et des opprimés à l'offensive libérale menée contre leurs droits et leur existence même.

En effet, les conditions dans lesquelles les trusts réalisent leurs profits, dans le cadre de la mondialisation capitaliste, l'exacerbation de la concurrence internationale, la mise en concurrence des travailleurs du monde entier, font que la moindre revendication un tant soit peu sérieuse du monde du travail se heurte à des intérêts que ces trusts jugent essentiels et conduit, pour avoir une chance d'être satisfaite, à la remise en cause de la propriété privée capitaliste.

De ce point de vue, on peut rapprocher la situation actuelle de celle d'avant la deuxième guerre mondiale, quand Trotsky formulait le Programme de transition dont les revendications font le pont entre les besoins immédiats et vitaux de la population et la prise du pouvoir par les travailleurs. De ce point de vue, mais de ce point de vue seulement, puisque les conditions économiques et politiques étaient fondamentalement différentes, dans une période de recul économique (« *les forces productives ont cessé de croître* », disait Trotsky, une phrase célèbre, plaquée longtemps après par les organisations trotskistes sur une situation qui n'avait plus rien à voir).

Puisque, également, la situation du mouvement ouvrier était bien différente, plusieurs générations ayant connu la vague révolutionnaire des années 1917-1920 et la formation des partis communistes, avant leur dégénérescence bureaucratique et stalinienne. Ce qui faisait dire à Trotsky : « *la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire* », encore une formule qui fut plaquée sur une situation qui n'avait plus rien de commun avec celle qui l'avait inspirée.

La démarche transitoire, elle, par contre, est justifiée de la même façon par le degré de pourrissement du capitalisme, c'est-à-dire son incapacité à assurer un réel progrès social malgré le développement prodigieux des moyens de production et des techniques, elle s'inscrit dans une même perspective révolutionnaire. Les revendications d'interdiction des licenciements et du partage du travail entre tous, comme celles exigeant l'augmentation générale des salaires et pas un salaire, pas un revenu inférieur au Smic, partent des besoins immédiats et vitaux de la population. Leur réalisation exige de s'en prendre aux profits des capitalistes et pose le problème de la publicité des comptes des grandes entreprises, de l'Etat, exige le contrôle de la population sur la marche de l'ensemble de l'économie.

Pas de lutte sérieuse, non plus, qui ne pose également la question du pouvoir, sous la forme de quel gouvernement serait en mesure de garantir ces conquêtes de la lutte. Nous avons raison de poser cette question du gouvernement en l'associant à un haut niveau de mobilisation et d'auto-organisation. Il ne peut s'agir d'une transformation « à froid », comme le dit souvent Olivier

Besancenot, il faut au contraire une situation « *incandescente* », selon la formule de François Sabado, associée à la constitution d'un deuxième pouvoir, celui des masses mobilisées.

Cela ne signifie pas que nous restons « extérieurs » aux débats qui ont lieu dans la gauche institutionnelle, nous menons ces débats publiquement au contraire, mais pour y défendre la perspective d'une indépendance politique de la classe ouvrière par rapport aux institutions, à l'Etat, et aux forces politiques qui ont lié leur sort à ces dernières, dont l'ensemble de la gauche social-libérale, c'est-à-dire le PS et ses alliés. En ce sens d'ailleurs, nous n'avons en rien à rougir du label de « syndicalisme révolutionnaire » que nous a attribué Michel Noblecourt dans un éditorial du Monde. Mais nous n'opposons pas notre plan d'urgence sociale et démocratique (que nous avons défendu par exemple en 2004 avec LO) à notre intervention dans une bataille unitaire plus large, telle que celle que nous avons menée en 2005 contre le TCE. Il s'agit au contraire de les mettre en perspective. Ce que nous ne pouvions faire en 2004 à cause des limites de l'accord électoral étriqué que nous nous sommes laissés imposer par LO, mais que nous faisons aujourd'hui, démarche qu'illustre la déclaration commune de notre dernière conférence nationale.

Cela ne signifie pas non plus que nous plaquerions notre plan d'urgence sociale et démocratique sur n'importe quelle situation. Dans chaque mobilisation, chaque lutte, il s'agit de percevoir les éléments qui s'inscrivent dans cette démarche transitoire. C'est ainsi que le mouvement contre le CPE a posé plusieurs problèmes qui ont été perçus plus ou moins consciemment par des fractions plus ou moins larges de la jeunesse et du monde du travail : la lutte contre la précarité, sous la forme d'un CDI pour tous, la force dynamique de la démocratie dans la lutte, qui a permis que le mouvement ne soit pas corseté par des directions syndicales bureaucratiques, la question du pouvoir politique, tant dans le sens où le combat s'est mené contre une loi déjà votée par le Parlement, qu'à travers la révélation publique, à large échelle, des positions prises par les forces existant sur l'échiquier politique...

Notre démarche n'a rien d'une simple propagande qui s'en tiendrait à un syndicalisme radical, comme le disent parfois certains camarades, elle participe, à travers des actions pratiques, de l'accumulation d'expériences nécessaires à la constitution d'une conscience de classe, à la construction d'un parti révolutionnaire, à la préparation de la révolution.

Un parti pour les luttes aujourd'hui, pour le pouvoir des travailleurs demain.

A travers l'activité que nous menons pour populariser ce plan d'urgence sociale et démocratique en utilisant la tribune que nous offre notre participation aux élections, ou pour en faire un thème d'agitation à l'occasion de luttes contre des licenciements ou pour une augmentation des salaires, des travailleurs, des militants qui ne sont pas révolutionnaires se convainquent qu'il n'y a pas d'autre moyen de s'opposer au recul social que de s'en prendre au système lui-même, et affinent leur connaissance des forces présentes sur la scène politique, de leur position réelle, qui s'affirme publiquement à travers leurs réactions aux exigences exprimées par les révolutionnaires.

Les mouvements de 2003 et de 2006, les batailles politiques que nous avons menées en 2004 et, contre le TCE, en 2005, ont été autant d'occasions au cours desquelles les révolutionnaires, et en particulier notre organisation, ont imposé la discussion publique, à large échelle, des solutions contre le chômage, de la question de la répartition des richesses, de la nécessité d'une mobilisation d'ensemble et des moyens de préparer celle-ci, du contrôle démocratique de ces luttes comme du contrôle des travailleurs, de la population sur l'ensemble de l'économie.

Le renouveau des mobilisations depuis 1995, les scores électoraux de l'extrême gauche sont l'expression d'une radicalisation politique, d'un affranchissement d'une fraction relativement importante des travailleurs, des militants et des jeunes de l'influence des partis de la gauche gouvernementale et des directions syndicales. Cela ne signifie pas nécessairement, même chez cette fraction la plus radicalisée, une conscience révolutionnaire, la conscience qu'une révolution est

nécessaire et souhaitable et qu'elle peut être victorieuse. Celle-ci est généralement vue, au contraire, comme la pire des solutions pouvant, en outre, déboucher sur un nouveau totalitarisme.

Mais ces transformations de conscience, reflet des transformations sociales et politiques survenues à l'échelle internationale permettent de poser comme une tâche pratique la question de la construction d'un parti. Pendant des années, le mouvement révolutionnaire a été contraint à se limiter à des tâches de propagande, tant en ce qui concerne les possibilités matérielles pour une société socialiste que sur les voies et les moyens d'y parvenir, ou sur les raisons des échecs des expériences révolutionnaires du passé. Cette propagande et ces explications sont toujours nécessaires aujourd'hui mais c'est dans l'action, à travers les expériences de luttes sociales et politiques, comme les mouvements de 1995, de 2003 ou 2006 contre le CPE, les campagnes électorales 2002, 2004 et la campagne contre la constitution en 2005, à travers également le mouvement altermondialiste, que des fractions non négligeables du mouvement social au sens large du terme découvrent de nouvelles possibilités d'agir en même temps que les obstacles à surmonter et les moyens de le faire.

A travers ces expériences s'affirment les éléments, encore la plupart du temps dispersés, d'un parti en formation, militants, travailleurs, jeunes, qui ressentent le besoin de contribuer à l'unité la plus large pour la lutte, sur la base d'une indépendance de classe. Et surtout qui aspirent à prendre en main leurs affaires, à diriger leurs organisations, démocratiquement, leurs luttes...La question du pouvoir n'est pas une question abstraite qui ne se pose au mouvement ouvrier que dans certaines circonstances exceptionnelles. Elle est une question pratique, quotidienne, qui se pose dans chaque lutte, dans chaque mobilisation, dans la vie même des organisations ouvrières, la question de qui dirige.

C'est en travaillant à regrouper ces forces disponibles pour intervenir consciemment dans le processus de la lutte de classes, en leur permettant de coordonner leur action afin de susciter, bien au-delà d'elles-mêmes, l'unité la plus large du monde du travail et de la jeunesse, grâce à une politique de front unique, que nous pouvons œuvrer à leur cristallisation sous la forme d'un parti. Une telle politique est indissociable d'une politique d'unité des anticapitalistes révolutionnaires.

Un tel travail nécessite que l'ensemble de notre organisation soit en mesure de penser son activité, à tous les niveaux, dans une perspective révolutionnaire fondée sur la compréhension de la nouvelle période et des éléments économiques, sociaux, politiques qui donnent toute son actualité à une politique révolutionnaire d'indépendance de classe.

Le 4 octobre 2006